

## Editorial

---

mercredi 03 août 2011

### Si nous sortions de l'hypocrisie ?

Le chômage vient de connaître un nouvel accès de fièvre. La fin de l'été pourrait être plus difficile encore, avec l'arrivée des nouveaux diplômés sur le marché du travail. Pour l'heure, c'est la situation des seniors à laquelle il faut prêter attention : ils sont les plus touchés (+ 13 % en un an, pour ceux qui ont plus de 50 ans). C'est pour le moins paradoxal, au moment où l'âge légal du départ à la retraite a commencé à reculer, conformément à la réforme adoptée en 2010. La vérité, c'est que les entreprises ont intérêt à se séparer de leurs seniors : c'est un moyen pour elles de réduire leur masse salariale, puisque ce sont eux qui coûtent le plus cher.

Pourtant, 50 ans n'est pas l'âge du déclin dans une société de plus en plus tertiaire, mais celui de la force de l'âge augmentée des bénéfices de l'expérience. Alors que la compétition mondiale est exacerbée, se priver de ce capital en préférant verser des allocations chômage est sans doute l'une des plus sûres façons de jeter de l'argent par les fenêtres. De surcroît, en marginalisant les seniors, on dévalorise des figures qui devraient être porteuses d'autorité et de transmission.

Au registre du chômage, l'hypocrisie est aussi du côté de la formation. Comme l'a noté à quelques reprises Jean-Paul Delevoye lorsqu'il était médiateur de la République, il est une pratique du stage qui fait penser plus au parking ou à la « garderie », qu'à un réel accompagnement sur le chemin du retour à l'emploi. Comment des chômeurs à qui l'on propose un énième stage, mais pas de vrai travail n'auraient-ils pas l'impression que la société cherche tout simplement à gagner du temps ?

Le débat sur l'assistanat est du même ordre. L'indemnisation est une pure hypocrisie si elle se défait de la recherche de solutions personnelles, individualisées. Entre ceux qui dénoncent la paresse des assistés et ceux qui ne pensent qu'en termes de redistribution, sans voir que la dignité de la personne passe par la reconnaissance de ses capacités et la possibilité de leur mise en oeuvre, il y a un fossé qui est trop souvent celui de la démission et de l'oubli.

La question du logement procède d'une logique semblable. Le prix du mètre carré, à l'achat comme à la location, ne cesse de monter. Les jeunes générations, lorsqu'elles ne peuvent pas être aidées par leurs parents peinent à se loger. Les couches sociales pauvres et moyennes sont dans des difficultés croissantes. Pourtant, on s'est félicités de l'adoption, en mars 2007, de la loi sur le Droit au logement opposable. Elle reste inappliquée car inapplicable, puisque rien ou presque n'a été fait pour corriger la situation réelle. Tout le monde savait qu'il en serait ainsi, mais nous avons préféré jouer la comédie pour ne pas affronter la réalité.

Trop souvent, les « réformes » visent moins à préparer l'avenir qu'à sauvegarder l'existant. Alors que nous sommes déjà dans la précampagne présidentielle, il y a peu de chances que les candidats prennent le risque de secouer le cocotier des avantages acquis, pour ouvrir le débat sur la société que nous voulons construire, et sur les moyens qu'il faudrait mobiliser – pas simplement en termes financiers, mais en écoute, en dialogue, en imagination – pour y parvenir.

Le temps presse pour refonder le contrat social. Sinon nous aurons à choisir entre les révoltes contre des injustices croissantes ou les faillites budgétaires d'États qui paient pour acheter la tranquillité, jusqu'à ce que les caisses soient vides.

(\*) Éditeur et écrivain.

Jean-François Bouthors

[http://www.ouest-france.fr/actu/editorial\\_-Si-nous-sortions-de-l-hypocrisie-3632-1895239\\_actu.Htm](http://www.ouest-france.fr/actu/editorial_-Si-nous-sortions-de-l-hypocrisie-3632-1895239_actu.Htm)